

Orca Boudlandza Mouele

Il y a chez ces deux hommes de l'arène politique gabonaise beaucoup de similitudes. Hommes de convictions, réputés pour leur franchise, présentés par leurs proches comme des bosseurs et des fonceurs. Alexandre Barro Chambrier et Jacques Adiahenot ont aussi bien en partage leur collaboration franche avec Bongo père que leur opposition, aujourd'hui, radicale au régime de Bongo fils.

Unis, le président du Rassemblement Héritage et Modernité (Alexandre Barro Chambrier) et le



Alexandre Barro Chambrier mobilise les populations pour la restauration de la souveraineté du peuple.

président de la Convention Adiahenot) ont, pendant
tion patriotique pour l'al- près d'une semaine,
ternance (Jacques conjointement sillonné le



Jacques Adiahenot appelle le peuple à ne pas baisser les bras.

4^{ème} arrondissement de la commune de Libreville pour échanger avec les populations de cette circonscription électorale. Mais surtout les remobiliser quant à la suite du combat pour l'alternance. De l'avis des deux hommes, la page de l'élection présidentielle est loin d'être tournée. « Après l'élection dans les urnes de Jean Ping, il faut aujourd'hui se mobiliser pour que le président qui a obtenu la légitimité du peuple soit le président légalement reconnu », souligne Alexandre Barro Chambrier. C'est pourquoi, à son sens, la logique « fait accompli » ne saurait prévaloir. « Nous ne pouvons laisser le pays entre les mains d'apprentis sorciers, d'amateurs, de fêtards, des personnes qui ont fait ce qui a été fait pendant la période de crise ».

Jacques Adiahenot, pour sa part, rappelle, en faisant référence à Ali

Bongo, « qu'aucun dictateur, dans aucun pays au monde n'a tenu longtemps. Celui qui tue par l'épée finit par périr par l'épée ». En guise d'avertissement, avec la véhémence qu'on lui reconnaît, le président de la CPA, a déclaré : « Ils paieront le prix de leurs massacres. Chaque chose a un début et une fin. La fin pour ces gens-là sera terrible, les dictateurs meurent toujours brutalement... ».

Les législatives en ligne de mire ?

Si pour l'heure, les deux poids lourds de l'opposition évitent d'évoquer clairement la question, ils laissent tous les deux présager la perspective d'une participation de l'opposition aux prochaines législatives. Pour les deux cadors, la conquête du pouvoir doit avoir lieu à toutes les strates et n'exclut nullement la bataille pour la reconnaissance de

la victoire de Jean Ping. D'où l'appel lancé aux populations par Jacques Adiahenot à ne pas renier leur vote, à rester cohérents en portant leur choix sur les candidats de l'opposition.

D'ailleurs, avec fierté, les deux hommes rappellent qu'ici dans le 4^{ème} arrondissement, le Parti démocratique gabonais a été copieusement battu. Un rappel pas anodin, car il laisse bien présager le fait que les deux poids lourds de l'opposition reconquériront leur ancien bastion politique.

Le dialogue politique d'Ali Bongo, rien à faire !

Quant à une éventuelle participation d'Alexandre Barro Chambrier ou de Jacques Adiahenot au dialogue d'Ali Bongo, les deux hommes sont catégoriques : ils n'en ont rien à faire. « Nous n'allons pas monter dans un avion dont on sait que le pilote nous mène au crash », tempête le président du RHM. Et de poursuivre : « ils m'ont proposé les postes de Vice-président, de Premier vice-premier ministre, j'ai dit non ! ». Notons que tout au long de leur périple, les deux hommes étaient accompagnés d'Adrien Ivanga, membre de l'Union du peuple gabonais pour la liberté et Madola de l'Union nationale. Des présences qui illustrent (une nouvelle fois) l'unité de l'opposition. Laquelle compte désormais se battre en rangs serrés.

ROLBG/Présentation du rapport sur l'élection présidentielle

La société civile recommande des sanctions économiques et juridiques contre le régime d'Ali Bongo

Telles sont les suggestions faites par la société civile dans le rapport dressé sur la dernière élection présidentielle et le massacre post-électoral orchestré par le pouvoir en place. Pour la société civile, la Communauté internationale ne peut fermer les yeux sur le déni de démocratie et les exactions perpétrées par ce pouvoir de criminels.

O.B.M

C'est un rapport accablant sur la dernière élection présidentielle et le massacre post-électoral qui s'en est suivi que vient de présenter le Réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon (ROLBG). A la faveur d'une conférence de presse donnée le 11 novembre dernier, dans une structure hôtelière de la place, Georges Mpaga a de-

